

Le Comité spécial sur le processus de pacification en Amérique centrale a publié son premier rapport en juillet 1988, à la suite d'un voyage effectué dans la région. Ce comité, composé de cinq parlementaires, a pour mandat d'étudier les moyens par lesquels le Canada pourrait jouer un rôle constructif dans le processus de pacification en Amérique centrale. Le rapport renferme des recommandations relatives à la vérification d'un accord de cessez-le-feu, aux droits de la personne, à l'aide économique et à la consolidation de la présence diplomatique canadienne dans la région. Le comité est d'avis que le Canada devrait aider à mobiliser la communauté internationale pour qu'elle appui la paix, la démocratie et le développement dans la région.

Le débat parlementaire

L'absence d'une condamnation formelle de l'aide américaine aux contras de la part du gouvernement canadien a fait l'objet de nombreuses critiques à la Chambre des communes depuis l'été 1987. Certains parlementaires ont également réclamé une présence diplomatique canadienne plus active en Amérique centrale, en vue d'encourager le processus de paix dans cette région. On a aussi suggéré d'augmenter l'aide canadienne au Nicaragua.

Suite à la déclaration de M. Clark sur l'Amérique centrale faite en Chambre le 2 décembre 1987, MM. Lloyd Axworthy (Lib.) et Bill Blaikie (NPD) ont fait part de leurs commentaires. M. Axworthy s'est dit en désaccord avec l'analyse du secrétaire d'État aux Affaires extérieures voulant que les problèmes en Amérique centrale soit surtout économiques et sociaux. Selon M. Axworthy, "le problème vient avant tout du sentiment qu'ont ces pays d'avoir été dominés par des puissances impérialistes et colonialistes". Le député libéral a aussi déploré le fait que nous n'ayons toujours pas "de politique pour guider le Canada dans ses initiatives économiques, diplomatiques et politiques pour relever l'important défi historique que nous lance cette région du monde". Il a ajouté que le Canada devrait dénoncer l'aide que les États-Unis donnent aux contras et dire aux Américains de lever leur embargo économique vis-à-vis du Nicaragua. Enfin, M. Axworthy s'est dit d'accord pour que le Canada prenne l'initiative afin de faire avancer le projet de reconstruction de l'Amérique centrale.⁵

⁵ Débats de la Chambre des communes, 2 décembre 1987, pp. 11413 à 11415.